

À la suite de son discours, celles-ci avaient compris les avantages de la TPS et comment elle va améliorer notre capacité d'exporter et mettre les producteurs canadiens sur le même pied que les importateurs. Ces derniers paient à l'heure actuelle un tiers de moins d'impôts que les producteurs. En outre, les participants ont appris comment on allait aider les agriculteurs en leur accordant une ristourne complète sur les intrants agricoles et le reste. Ce sont là les avantages dont vont pouvoir profiter divers secteurs de l'économie.

Je vais toujours revenir sur le même point. J'ai écouté très attentivement ce que les députés libéraux ont à dire au sujet de la TPS. Ils formulent bien des plaintes, mais n'ont aucune solution à proposer. Ils ne savent pas quelle voie suivre. Si nous décidions aujourd'hui de supprimer la TPS, ils resteraient bouche bée, sans rien dire, car ils n'ont rien d'autre à proposer.

Des voix: Bravo!

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, le ministre dit qu'il y avait 450 personnes à la réunion. C'est vrai, mais ces personnes avaient été soigneusement choisies.

Le ministre des Finances débattrait la TPS avec notre critique en matière de finances à Edmonton, le 5 mars, mais on ne pourra assister à ce débat que sur invitation, et les billets coûteront 100 \$. Cela est scandaleux, à mon avis.

• (1440)

Le ministre des Finances accepterait-il d'assister à une autre réunion à Edmonton ce jour-là, une réunion où l'entrée serait gratuite, afin que les Canadiens ordinaires ne se sentent pas laissés de côté dans cette affaire et puissent lui poser directement leurs questions et lui exprimer leurs inquiétudes? Il me semble que, si le ministre des Finances veut parler davantage de la TPS, ce serait là une excellente occasion pour lui de le faire.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je remercie le député de sa délicatesse. Il devrait savoir que ce débat sera télévisé à l'échelle nationale. Cela donnera certainement à tous les Canadiens d'un océan à l'autre la possibilité de voir et d'entendre le débat.

M. Harvard: Encore un public choisi.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Les députés voudraient que je réponde à des questions. J'ai participé à de nombreuses tribunes téléphoniques d'un bout à l'autre du pays. La semaine avant le débat, je participerai à trois

Questions orales

de ces émissions en Colombie-Britannique, et je crois que je participerai à une tribune téléphonique à Edmonton le jour même du débat, soit le 5 mars. Je suis heureux de faire cela parce que je suis convaincu que la TPS est bonne pour le pays. Elle rendra le Canada plus compétitif. Elle nous empêchera aussi de perdre 2 milliards de dollars à cause de l'évitement fiscal.

Si le Parti libéral accepte que nous perdions 2 milliards de dollars à cause de l'évitement fiscal, je suis heureux de l'entendre parce que c'est justement le genre de choses que nous essayons de faire disparaître depuis cinq ans et demi, et nous avons fait des progrès énormes à cet égard.

* * *

L'INDUSTRIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Expansion industrielle régionale. J'ai rencontré aujourd'hui des travailleurs de la Varta Batteries Investment Canada. Quelque 175 employés risquent de perdre leur emploi à Winnipeg, à cause de la fermeture de Varta, qui a été rachetée par des Américains.

Investissement Canada a admis que son examen n'avait pas tenu compte des pertes d'emploi causées indirectement à la Canada Medals and Reliance Plastics. Comment le ministre peut-il justifier une décision dans laquelle on n'a pas tenu compte de ces facteurs économiques importants?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, cette société perdait des sommes considérables et elle aurait tout simplement fait faillite si nous n'avions pas autorisé quelqu'un à l'acheter. Je présume que nous aurions pu la nationaliser, et si c'est ce que le député préconise, nous y songerons. Les solutions de rechange étaient très limitées, en raison de la situation financière de cette société.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le gouvernement du Manitoba prétendait en fait que, dans le cadre de cette prise de contrôle, certains travailleurs de Winnipeg seraient mutés à l'usine de St. Thomas qui serait maintenue en activité. Cette semaine, cependant, nous avons appris que 35 travailleurs de cette usine avaient aussi été mis à pied.

Pourquoi le ministre a-t-il approuvé une prise de contrôle et une fermeture qui nous ont fait perdre une usine dans l'Ouest et des emplois ici, en Ontario? N'est-ce pas un autre exemple d'une société américaine qui